

La France, entre blocage et utopies.

Posté le : 3 février 2016 19:19 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes, Economie et politique

La marque des grandes périodes de stagnation est la montée des utopies et le verrouillage des situations acquises. Blocages et songes grandioses se mêlent pour créer un sentiment contradictoire de résistance et de changement.

La Sécurité Sociale en France est un immense échec. Au lieu de permettre l'émergence de solutions responsabilisantes et décentralisées sur chacun des grands risques, avec un foisonnement de solutions en concurrence mettant le citoyen au centre des décisions, les Hauts Fonctionnaires français ont imposé depuis Pétain la construction d'un Moloch technocratique fonctionnarisé qui a défini tout le secteur social comme relevant du service public, donc d'eux-mêmes, qui étouffe la société et l'emmène droit dans le mur.

On oublie souvent que la Sécurité Sociale n'est pas née du Conseil National de la Résistance, mais du régime de Pétain. Comme pour la banque, l'idée de manœuvre, basée sur le "fascio", était d'assurer la domestication du privé par l'Etat. La modalité, dans un cas comme dans l'autre, se fondait sur l'idée que le pion avait des obligations ou plus exactement des sujétions, et que l'Etat concédait à des intermédiaires sous tutelles des monopoles pourvu qu'ils admettent la tutelle la plus complète de l'Etat donc des Hauts Fonctionnaires.

Réduire les libertés et la responsabilité individuelle a été pour l'Enarchie Compassionnelle une constante qui a transcendé tous les régimes et qui prend aujourd'hui des dimensions anti républicaines que l'on peut considérer comme gravissimes, même si le public ne s'en rend pas compte, tant l'information est biaisée.

De brefs cris d'horreur s'entendent lors de chaque étouffement. Ils ne sont relayés par personne. Le message lénifiant du Leviathan, bassiné par une presse sous tutelle financière, finit par créer un cocon qui étouffe toute contestation. Un exemple tout récent ? Les gardiens d'immeuble étaient libres de s'assurer comme ils l'entendaient. Ils choisissaient leur mutuelle, la nature et l'ampleur de leurs garanties, ainsi que les coûts afférents. C'était leur affaire. Intolérable pour la haute fonction publique. Le domaine social est leur monopole et il importe d'empêcher la liberté de choix. Une loi nouvelle, a donc imposé aux syndicats de prendre une assurance obligatoire pour leurs salariés. Et là, scandale : les prestations étaient déconnectées totalement des désirs individuels, moins intéressants et plus chers. On aboutissait souvent à des résultats totalement saugrenus : le revenu net de l'assujetti baissait, sa couverture également, et en plus il lui fallait prendre une assurance complémentaire pour des prestations qui n'étaient pas couvertes. Mieux encore, le système coûtait plus cher pour les copropriétaires : salauds d'employeurs !

On a donc réglé bureaucratiquement un problème qui n'existait pas, en favorisant des activités stériles pour un coût supérieur pour la collectivité. Le moteur de cette folie : l'idée qu'un système unifié et universel, totalement maquereauté par des intermédiaires sous tutelle est la seule solution. Quiconque dit le contraire est un "salaud" au sens sartrien du terme et probablement un "fasciste", tant la Reductio ad Hitlerum fonctionne en France, alors que la mesure est typiquement "fasciste" au sens originel du terme.

Les secteurs de la banque et de l'assurance sociale sont donc les deux modèles du développement en fascio en France, l'un dominé par l'Inspection des Finances et l'autre par les Conseillers d'Etat ou

ceux de la Cour des comptes.

Le blocage fasciste, au sens propre, de ces deux secteurs, est couvert moralement par une conception disons extensive de la notion de service public et de protection de l'épargne pour l'un ou de la santé pour l'autre. Il dérive l'un et l'autre vers l'absence complète de vrais choix des assujettis, et une taxation constamment aggravée, entraînant les secteurs dans une spirale mortifère.

On a souvent étudié sur ce blog l'évolution du secteur bancaire. Ceux qui suivent ce blog savent que notre premier article concernait la sécurité sociale : "sécurité sociale : la réforme impossible".

Les Français ont compris que l'organisation bancaire française était un déni d'à peu près tous les principes républicains, et qu'elle était en risque majeure d'explosion avec perte de la totalité des comptes bancaires, assurance vie comprise.

Ils sont loin d'être aussi familiers avec les dérives "fascisantes" de la sécurité sociale. L'affaire n'a rien à voir avec une quelconque division droite -gauche. Le drame du RSI, l'intégration dans la sécurité sociale du régime des travailleurs indépendants, a été concocté par deux conseillers d'Etat de droite, députés UMP : Dutreil et Bas. Sarkozy a cru un moment qu'il allait être le glorieux créateur d'une quatrième branche de la sécurité sociale. L'absence de moyens l'a fait reculer.

La sécurité sociale est devenue un enfer bureaucratique, une machine à créer du chômage de masse et une usine à dégrader la qualité des soins et la liberté des citoyens. Mais elle est sanctifiée et donc aspire à être sanctuarisée.

Le système étant à bout de souffle et prêt à exploser, il est intéressant de voir se développer diverses utopies destinées à le remplacer. On aurait tort de les rejeter du pied avec mépris ou nonchalance parce qu'elle nous projette dans un monde totalement nouveau. On aurait également tort de se défouler des difficultés actuelles en se réfugiant dans la seule utopie.

Une idée intéressante mais fort délicate à manier, est celle du revenu universel garanti, connu sous de multiples appellations et couvrant des réalités souvent très différentes, mais dont le principe est toujours le même : les multiples allocations disparaissent au profit d'une allocation unique indiscriminée. À charge pour les individus de faire leur choix. En rester là, ou faire plus et mieux en travaillant.

La force du concept tient à la fois à la responsabilisation des citoyens et à la facilité de la distribution. Finis les centaines de milliers d'emplois dans le contrôle et la distribution d'aides multiples et diversifiées. Fini le paritarisme. Fini la pression sur le salaire net. L'allocation universelle est donnée à tous et financée par l'impôt. Elle ne pèse plus sur l'entreprise. Finies les cotisations salariales et patronales. Adieu aux organismes de sécurité sociale. Adieu les contrôles et les investigations quasi policières des Urssaf. Le citoyen sera tenu de s'assurer. À lui de déterminer son assureur et le détail de ses prestations. Fini le tiers payant. Fini la gratuité universelle.

Chacun fait ce qu'il veut sachant qu'au pire, il sera au revenu universel garanti.

Il est amusant et facile de faire des projections en se basant sur les dépenses réelles constatées, puis de construire des systèmes plus ou moins affriolants.

L'exercice a au moins l'intérêt de s'éjecter loin de la dictature de l'existant. Surtout il permet de refonder bien des choses sur des principes alors que les institutions du moment dérivent de plus en plus vers le n'importe quoi opportuniste, du fait de l'emballlement des résultats désastreux et intenables.

Il est bon que la pensée s'ébroue même au risque de l'utopie. L'Union Soviétique a eu bien du mal à sortir du soviétisme faute d'avoir caressé ce que pourrait être la transition vers un système capitaliste.

En revanche il faut garder un œil sur les dégâts que pourrait causer l'utopie si elle venait à conduire à des réformes trop rapides.

Le revenu universel garanti pose structurellement la question de son champ d'application et de la protection de cet espace. Qu'on l'imagine à 750 euros par mois ou à 2 500, il faut tout de même se rappeler que des centaines de millions de ménages ne vivent actuellement que sur la base d'un revenu disponible mensuel inférieur à 150 euros. Vive les frontières ! Sans protection, l'appel d'air serait phénoménal. Les Suisses ont instauré un système d "achat de sa bourgeoisie" pour mettre un frein à l'accès aux bénéfices variés de la sécurité sociale. On offrant une créance universelle à tous les citoyens du monde sur sa propre richesse, un pays qui institue le revenu universel garanti se met en grand danger.

L'autre grande question est la validité de l'hypothèse que, garanti à vie, le citoyen contribuera à la production. Vivre pauvrement en ne faisant rien, sachant que beaucoup de satisfactions nouvelles peuvent arriver par Internet, sous forme de jeu, de vidéo attractive, de partage avec des "amis" et que le capital acquis permet à des enfants de familles peu nombreuses de se loger à bon compte, n'est pas sans attrait.

Quiconque a un peu de bouteille sait à quel point l'esprit humain peut profiter des cadres subventionnés et les détourner à son profit.

Nous avons déjà raconté ici comment dès le lendemain du passage de la loi Chirac sur l'indemnité chômage de deux ans à 90 %, les ingénieurs en chefs d'une grande société de conseil américaine sont venus réclamer leur licenciement économique, et dès le lendemain du passage de la loi sur les indemnités de licenciement négociés, il y a quelques années, un couple de cadres supérieurs d'une société française en haut du CAC 40 a décidé de réclamer des indemnités de départ négociées importantes (près de 150 000 euros) et s'est mis en situation de toucher près de 12 000 euros par mois, tout en s'installant confortablement dans une jolie petite île méditerranéenne où la famille avait une maison "pour bien élever notre enfant pendant deux ans". Près de 500 000 euros payés par les autres sans travailler : formidable. Ils sont très fiers de leur bon tour fait à la société.

Comme la banque qui est à la fois malade et fondée sur le viol permanent des principes qui l'ont fondée, la sécurité sociale a été totalement subvertie et doit à nouveau être totalement refondée sur des principes nouveaux et clairs. Continuer sur la voie du "fascio" anti démocratique et piloté par l'Enarchie compassionnelle mène directement au désastre.

Mais il faut casser les blocages sans passer par l'étape utopie.